



Syndicat CGT Territoriaux  
de Perpignan  
Mairie - PMMCU - CCAS

# URGENCE INDUSTRIE ET SERVICES PUBLICS !



Notre pays fait face à une vague de casse industrielle d'une ampleur rarement égalée. La situation de l'emploi est catastrophique dans de nombreuses filières industrielles : automobile, sidérurgie, verre et céramique, carton, bois, papier, chimie, cimenterie, construction, commerce, aérospatiale, caoutchouc, etc.

**150 000 emplois sont directement menacés !**

La stratégie financière des directions d'entreprise est en train de détruire l'industrie. La recherche de rentabilité à court terme menace les emplois et l'avenir de sites industriels, parfois

malgré l'existence de projets alternatifs portés par les salarié·es concerné·es avec la CGT. **Malgré tout, les luttes se multiplient, à l'image de Michelin, Vancorex... qui s'opposent aux plans de suppressions d'emplois.**

La CGT porte des revendications immédiates comme :

- ✓ **Un moratoire sur les licenciements pour sauvegarder les emplois, les qualifications et les compétences ;**
- ✓ **Un plan national de maintien et de relocalisation des outils et emplois industriels, piloté par un État assumant un rôle d'acteur central de l'industrie ;**
- ✓ **La conditionnalité des aides publiques doit être mise immédiatement au service de l'arrêt de la casse industrielle ;**

Dans le même temps, le gouvernement attaque la Fonction Publique avec les trois jours de carence, et l'austérité généralisée. **Le 5 décembre, plus de 200 000 manifestant·es se sont mobilisé·es contre l'austérité budgétaire initiée au titre des lois de finances.** Les agent·es publics ont

clairement signifié leur volonté de disposer des moyens nécessaires pour répondre aux besoins des populations et garantir les droits de ces dernier·es. Ils ont aussi exigé la suppression du projet de mise en place des trois jours de carence et 10% de rémunération en moins pendant les arrêts maladie.

**Pour la CGT, aucun jour de carence ne doit être maintenu tant dans le secteur public que privé.**

Les réductions de moyens budgétaires, dans les 3 versants de la fonction publique, ont des conséquences dramatiques pour les populations et les agent·es publics. Des milliers d'emplois d'agent·es seraient rayés de la carte qu'il s'agisse de l'Éducation nationale, des finances publiques, de France travail ou de la protection judiciaire de la jeunesse.

**Le parlement censure le gouvernement, les agent·es publics censurent les politiques gouvernementales mises en œuvre par la grève et dans la rue.**

La CGT réaffirme la nécessité d'avoir des services publics et une fonction publique de haut niveau, cela passe par des moyens supplémentaires et conséquents permettant :

- ✓ **d'augmenter les traitements et les salaires ;**
- ✓ **de favoriser les investissements publics ;**
- ✓ **de procéder à des recrutements et un plan de titularisation des agent·es non titulaires afin de répondre aux besoins sociaux des populations ;**
- ✓ **l'abrogation de la loi portant contre-réforme des régimes de retraite.**



**REJOIGNONS LES CHEMINOTS EN LUTTE  
POUR LE MAINTIEN DU FRET FERROVIAIRE  
RASSEMBLEMENT LE JEUDI 12 DÉCEMBRE  
DEVANT LA GARE A 11H30**